Loi Travail : le blocage de l’économie s’amplifie *Communiqué de Sud éducation* La lutte contre la loi travail s’intensifie. Des grèves sont reconduites dans plusieurs secteurs comme les transports, les raffineries, les centrales nucléaires, l’industrie du caoutchouc… Des actions de blocage se multiplient. La grève reconductible des cheminots est une réussite. La détermination des travailleurs-euses est intacte. L’intersyndicale nationale (CGT, Solidaires, FO, FSU, UNL, UNEF) appelle à amplifier la mobilisation « en travaillant à des temps forts de convergences de luttes interprofessionnelles par la grève et les manifestations, en organisant ou en renforçant les journées déjà engagées du 6 au 13 juin dans les secteurs professionnels et sur tout le territoire ». Le 14 juin c’est la grève générale et interprofessionnelle avec une manifestation nationale à Paris ! Les annonces du Ministère dans l’Education nous donnent encore plus de raison de nous mobiliser Le gouvernement multiplie les annonces catégorielles pour essayer d’empêcher la généralisation des grèves. Il espère acheter la paix sociale et les voix des enseignant-e-s pour les scrutins à venir avec des augmentations de salaires. Il ne parviendra cependant pas à acheter l’oubli des contre-réformes et la dégradation des conditions de travail. Le projet gouvernemental est très insuffisant car il est loin de rattraper les pertes de salaires causées par la désindexation du salaire sur les prix puis le gel des rémunérations. Et cela même avec la hausse de l’ISAE pour les enseignant-e-s du premier degré et la hausse du point d’indice de 1,2%. En renforçant l’évolution des carrières « au mérite », il creuse encore davantage les inégalités de revenus. Il met en concurrence les travailleurs-euses et augmente le poids de la hiérarchie. **Les contre réformes et les attaques se poursuivent !** L’autonomie des établissements et la territorialisation de l’école participent de la même logique que l’inversion de la hiérarchie des normes à l’œuvre dans la loi travail. Elle vise à briser les garanties obtenues. – Les réformes du collège et des rythmes scolaires sont refusées par les personnels. – Le manque de remplaçant-e-s est criant et se généralise sur l’ensemble du territoire. – Les fermetures de classes et les suppressions de postes continuent. – La précarisation s’accentue à grands pas avec l’embauche de centaines d’enseignant-e-s contractuel-le-s qui se retrouvent sans formation dans les écoles. – Des personnels AVS/AESH dont les contrats sont pour la grande majorité très courts, perçoivent un salaire dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté. La résistance se développe avec des grèves à ce sujet en Seine-Saint-Denis et dans les Bouches-du-Rhône qui ont vocation à s’étendre partout et que la Fédération SUD Education soutient. – L’éducation spécialisée est attaquée. Dans les EREA, le ministère de l’éducation a déjà commencé à remplacer les professeur-e-s des écoles éducateurs-trices fonctionnaires par des assistant-e-s d’éducation précaires, mal payé-e-s et sans formation. C’est un mépris total pour les personnels et les élèves. – Les lycées classés en éducation prioritaire sont aussi attaqués. La Ministre a annoncé qu’ils devront tous en sortir en 2017 ! – Pour tous-te-s les travailleurs-euses de l’éducation, les pressions hiérarchiques et les injonctions dans l’urgence sont monnaie courante. Poursuivre la grève jusqu’au retrait par tous les moyens Dans l’éducation aussi, la grève doit continuer de se construire Et si cela signifie que des personnels sont en grève pendant les examens, le gouvernement en sera le seul responsable, et ils auront le soutien de SUD éducation ! Ne nous laissons pas endormir par les annonces électoralistes qui sont aussi le signe que les luttes en cours paient. Projet de loi Travail, salaires, temps de travail, conditions de travail : face à la faiblesse du gouvernement, c’est le moment d’amplifier les mobilisations pour obtenir satisfaction sur nos revendications ! Pour l’Union syndicale Solidaires et SUD éducation, il faut mettre toutes nos forces dans la lutte contre cette loi. La situation nécessite une grève générale reconductible. C’est le sens de l’appel « On bloque tout ! » signé par 120 structures syndicales et des centaines de militant-e-s CGT, CNT, CNT-SO, FO, FSU, SUD-Solidaires… **C’est le moment d’y aller tous et toutes ensemble !**

Documents joints

tractsuitesloi_travail0306-2.pdf